



NOW YOU'RE TALKING

*S
JL
25
A35
1973

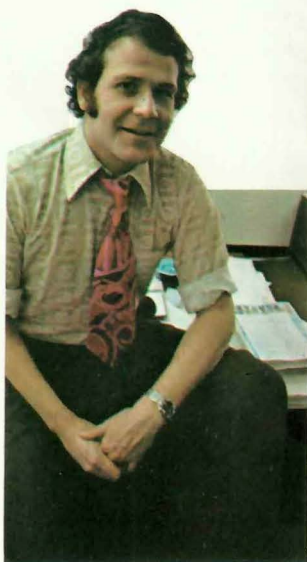


**COMMISSIONER OF OFFICIAL
LANGUAGES, OTTAWA**

The charming lady on the cover of this pamphlet is pointing out that you have the right to use and be served in the official language of your choice in all of Canada's federal agencies.

HOW IT ALL BEGAN

The Official Languages Act came into force in September 1969 backed by all political parties. It proclaims that English and French, as Canada's two official languages, enjoy equal status, rights and privileges in every institution of the Federal Government and Parliament (not in provincial, municipal or — except indirectly in rare cases — private agencies).



*Keith Spicer,
Commissioner
of Official Languages.*

WHAT IT MEANS

This means that, within practical limits, you may address any of these federal agencies orally or in writing in either English or French; and you may expect to be answered in the official language of your choice. You can also expect documents or publications printed by these agencies for their public to appear in both languages.

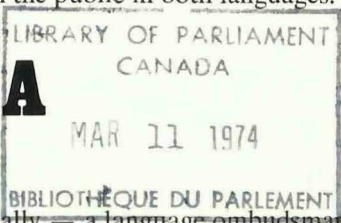


*The Commissioner and the Office Directors: Marcel Blais,
Lloyd Stanford and Deputy Commissioner Jean-Marie Morin.*

In short, this "institutional bilingualism" assured by the Official Languages Act, even though it does open new

challenges and opportunities to some federal employees, does not compel private citizens to be bilingual. It's up to the Government to deal with the public in both languages.

YOU HAVE A FRIEND



Parliament has provided an ally — a language ombudsman — to back up your rights: the Commissioner of Official Languages. Appointed by both House of Commons and Senate for a 7-year term, he has the duty to investigate your complaints. And if he thinks a federal agency has ignored your language rights, he can and will make recommendations on your behalf. He reports each year directly to the two Houses of Parliament, in complete independence from the Government.



A Special Studies project group.

In addition to his ombudsman role, the Commissioner offers federal agencies "preventive medicine" through a Special Studies Service. This "linguistic Auditor-General" role benefits private citizens by helping agencies anticipate the needs of their public and employees.

WHAT ABOUT THE RIGHTS OF FEDERAL EMPLOYEES?

The Commissioner can protect these rights in two areas. First by upholding, in federal agencies, the principle of the

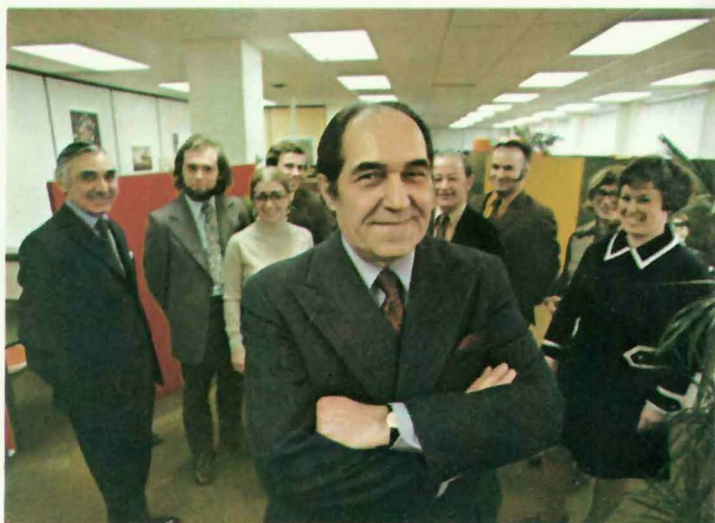
equality of English and French as languages of work. Second by ensuring, after existing appeal procedures are exhausted, that hiring and promotion for jobs serving the public take due account of the Official Languages Act. This can help guarantee, from a linguistic viewpoint, the fairness of all competitions.

AND THE RIGHTS OF "THIRD" LANGUAGES?

The Official Languages Act does not ensure official status to languages other than English and French. But it does contain a safeguard clause to prevent the Act from being used to harm rights such languages may enjoy. The Commissioner, to this extent, is charged with respecting the dignity of all languages spoken in Canada.

TO ASSERT YOUR RIGHTS

Write or call the Commissioner. If your complaint is valid, he will gladly support you. If you don't have a case, he'll explain why. Very often, if the problem is outside his jurisdiction, he can help you find the right door to knock on.



Complaints Service personnel.

To point out a problem, you don't have to give your name. But if you do include your name and address, you are guaranteed a personal reply. And you are assured by law that the Commissioner's investigations are conducted in private.

JUST WRITE:

Commissioner of Official Languages
Ottawa
Ontario
K1A 0T8

Or call the Commissioner's Office collect in Ottawa at (613) 996-6368. Just say, "I have a problem (or complaint), will you accept the charges?" We will.





VOUS AVEZ LA PAROLE

JL
25
A35
1973
C.3



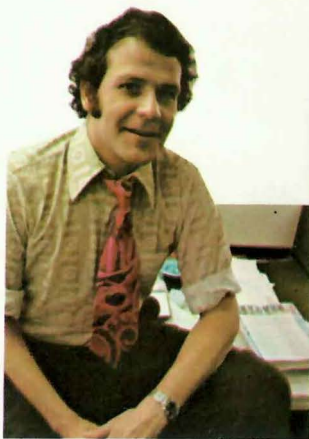
**COMMISSAIRE AUX LANGUES
OFFICIELLES, OTTAWA.**

Regardez la première page : ce visage engageant, ce doigt tendu vers vous, à quoi vous invitent-ils ? A prendre conscience de votre droit de vous exprimer et d'être servi dans la langue officielle de votre choix dans toutes les institutions fédérales.

UN PEU D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

Adoptée avec l'appui de tous les partis politiques, entrée en vigueur en septembre 1969, la Loi sur les langues officielles proclame que le français et l'anglais ont un statut, des droits et des privilèges égaux dans toutes les institutions du Parlement et du Gouvernement du Canada. [Elle ne s'applique pas toutefois aux institutions provinciales ou municipales, ni, sauf indirectement dans de rares cas, au secteur privé.]

*Le Commissaire
aux langues officielles,
Keith Spicer.*



PORTÉE DE LA LOI

Sous certaines réserves d'ordre pratique, la Loi vous permet d'employer, oralement ou par écrit, le français ou l'anglais pour communiquer avec n'importe quel organisme fédéral; vous pouvez compter, en retour, sur une réponse formulée dans la langue officielle de votre choix. En outre, tout organisme fédéral doit tenir à la



*Le Commissaire et les directeurs du Bureau: Marcel Blais,
Lloyd Stanford et le Sous-commissaire, Jean-Marie Morin.*

disposition de son public des documents et des publications rédigés dans les deux langues.

S'il est vrai qu'il offre à certains fonctionnaires fédéraux des perspectives nouvelles, ce « bilinguisme des institutions », garanti par la Loi sur les langues officielles, n'en oblige pas pour autant les particuliers à être bilingues. C'est au seul gouvernement qu'il incombe de servir le public dans les deux langues.

UN AMI TOUJOURS DISPONIBLE

Pour appuyer vos droits, le Parlement a mis à votre disposition un allié, un « protecteur des langues ». C'est le Commissaire aux langues officielles. Mandaté pour sept ans par le Parlement, à qui il présente un rapport annuel en toute indépendance du gouvernement, il lui incombe de donner suite à vos plaintes. S'il estime qu'un organisme fédéral a négligé vos droits linguistiques, il usera du pouvoir qui lui est imparti de formuler toutes recommandations utiles.



Une équipe de travail des études spéciales.

A ce rôle de protecteur des langues, le Commissaire ajoute celui de « vérificateur aux comptes en matière linguistique ». Il s'agit d'une sorte de « médecine préventive » pratiquée par son Service des études spéciales au profit des organismes fédéraux, qui sont ainsi mieux en mesure de prévoir les besoins de leurs administrés et de leurs fonctionnaires.

LES DROITS DES FONCTIONNAIRES FÉDÉRAUX

Ces droits, le Commissaire a le pouvoir de les protéger de

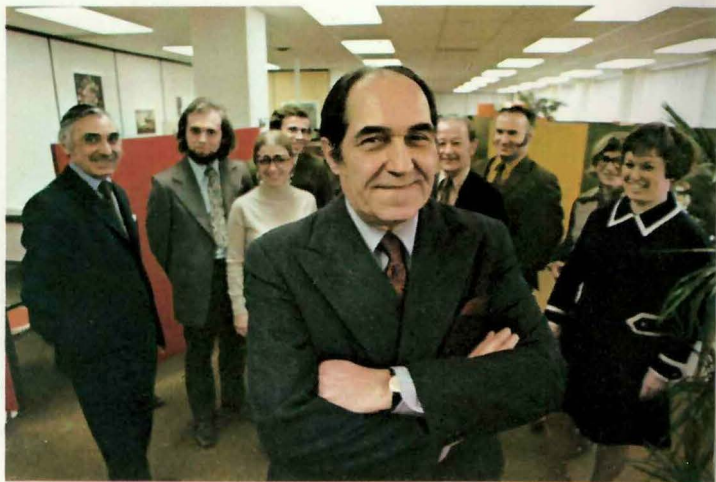
deux façons : d'une part, en soutenant le principe de l'égalité du français et de l'anglais comme langues de travail dans les organismes fédéraux; d'autre part, en veillant, une fois épuisées les procédures d'appel en vigueur, à ce qu'il soit dûment tenu compte de la Loi sur les langues officielles dans le recrutement et l'avancement de personnes appelées à servir le public. Ainsi, le Commissaire peut aider à assurer, au point de vue linguistique, l'équité dans tous les concours.

ET LES DROITS DES AUTRES LANGUES?

La Loi sur les langues officielles ne garantit aucun statut officiel aux langues autres que le français et l'anglais. On y trouve toutefois une clause de sauvegarde dont l'objet est d'empêcher le recours à la Loi d'une manière susceptible de porter atteinte aux droits que peuvent posséder ces langues. Dans ces limites, le Commissaire doit respecter la dignité de toutes les langues parlées au Canada.

COMMENT FAIRE VALOIR VOS DROITS

Écrivez ou téléphonez au Commissaire. Si votre plainte est fondée, il vous prêtera son appui. Sinon, il vous fournira des explications pertinentes. Bien souvent, si le problème n'est pas de son ressort, il pourra vous indiquer à quelle porte frapper.



Le personnel du Service des plaintes.

Pour signaler un problème, libre à vous de garder l'anonymat. Mais si vous donnez votre nom et votre adresse, vous recevrez une réponse personnelle. De plus, la Loi vous garantit le caractère confidentiel des enquêtes menées par le Commissaire.

VOICI SON ADRESSE:

Commissaire aux langues officielles
Ottawa
(Ontario)
K1A 0T8

Si vous préférez téléphoner, composez le numéro (613) 996-6368. Dites seulement que vous avez un problème ou une plainte. Nous assumerons les frais de l'appel.

